

Norbert Lala RATSIRAHONANA :

" LE " problème de Madagascar ?

Journal Le Démocrate n°6 – 22/09/10

Journal d'opinion des proches de Pierrot Rajaonarivelo



Pour ce numéro, nous avons décidé de parler d'un acteur incontournable de la vie politique malgache depuis deux décennies de crises répétitives. Il s'agit de **Norbert Lala Ratsirahonana**, président fondateur du parti AVI (originellement « *Asa Vita ho Ifampitsarana* » et devenu depuis « *Akaikin'ny Vahoaka Indrindra* »), conseiller spécial du président de la Haute Autorité de la Transition actuel, ancien **AREMA** (parti de Didier Ratsiraka) mais aussi ancien président de la HCC, ancien Premier Ministre de Albert Zafy, ancien conseiller spécial et ambassadeur itinérant de Marc Ravalomanana

Le parti et son fondateur



" **Norbert Ratsirahonana** aura directement participé et à l'abaissement significative et constante de l'appareil judiciaire et à la désacralisation de l'Etat et de la fonction présidentielle, jusqu'à devenir **LE problème de Madagascar.**"

Norbert Lala Ratsirahonana a commencé à faire parler de lui sur l'échiquier politique malgache seulement depuis la période de Transition de 1991-1996 dirigée par le professeur Albert Zafy, tombeur du président Didier Ratsiraka à l'issue d'une insurrection populaire sanglante ayant abouti à une élection "*démocratique*" en 1992.

Magistrat de formation, ses premiers faits d'armes politiques remontent en effet à l'époque où il fut membre du parti AREMA de Didier Ratsiraka et, un temps, élu chef de quartier d'un des 192 fokontany qui composent la ville d'Antananarivo sous le label de ce parti.

Avec l'élection de Albert Zafy en 1992 au terme d'une longue lutte pour mettre fin à la crise politique, **Norbert Lala Ratsirahonana** fut un des rares politiciens de premier plan, gravitant autour du nouveau président (Albert Zafy) ayant la double spécificité d'être à la fois « *natif d'Antananarivo* » et « *n'ayant pas occupé un poste très important dans le régime déchu de Ratsiraka* ». Albert Zafy étant considéré (à tort, sans doute) par ses adversaires comme un partisan de la « *cause côtière* » avait nettement besoin d'une caution politique des hauts plateaux pour son régime. Il trouva alors en Norbert Lala Ratsirahonana le profil approprié, et nomma celui-ci au poste prestigieux et stratégique de président de la Haute Cour Constitutionnelle. Une erreur qui se révélera plus tard fatale pour le président Albert Zafy et désastreuse pour le pays dont les soubresauts se ressentent encore à ce jour.

La philosophie de l'accession au pouvoir de Norbert Lala Ratsirahonana:

L'instabilité du pouvoir d'Albert Zafy a servi de lit aux idées les plus extrémistes et criminelles qui s'enchevêtrèrent avec des calculs politiques des plus malsains en vue, d'une part, d'abrèger le régime d'Albert Zafy et d'autre part de susciter cyniquement un relent communautariste dans la société tananarivienne : **l'incendie** –très regrettable car élément unique du patrimoine national - du symbole fort de la monarchie Merina, **le palais de Manjakamiadana, le 06 novembre 1995**. Les résultats furent prévisibles et réelles : **Le sursaut d'indignation unanime dans tout Madagascar** mais aussi le **sentiment victimaire naissant au sein de la communauté Merina qui considère l'incendie comme étant une « agression » singulière pointée contre elle** ; justifiant, d'emblée, les idéologies racistes du « *Valinkitsaka* ». **L'examen de l'histoire, encore, en a conclu** que, comme l'incendie du Reichstag (Allemagne 1933), **ce sont les idéologues de ce type de pensée raciste qui auraient été les instigateurs de l'incendie du palais de Manjakamiadana pour faire accélérer l'avènement d'une « cause » que l'approche d'une date symbolique (1996, soit un siècle après la fin de la monarchie) rendait nécessaire.**

Le président Albert Zafy, un côtier, qui venait à peine de nommer encore un autre côtier en la personne d'Emmanuel Rakotovahiny au poste de premier ministre (après le limogeage de Francisque Ravony) a involontairement fait de lui le bouc émissaire idéal.

Affaibli et enfin conscient de la gravité de son erreur d'appréciation, il tenta de rectifier le tir et décide de nommer un premier Ministre Merina. **Croyant piocher dans son entourage restreint une personne désintéressée par le pouvoir, Zafy choisit le président de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC), Norbert Lala Ratsirahonana.**

Quelques temps à peine après avoir nommé Norbert Lala Ratsirahonana au poste de premier ministre, le président Albert Zafy est destitué par le Parlement à l'issue d'un vote de déchéance. La Constitution prévoyait alors dans ce cas précis que l'intérim devait revenir au président de l'Assemblée nationale qui avait à charge d'organiser une élection présidentielle anticipée.

Le 1er « Coup d'Etat Judiciaire » de la HCC

Contre toute attente, la **Haute Cour Constitutionnelle**, l'institution ayant récemment eu Norbert Lala Ratsirahonana comme président, désigne celui-ci comme « *chef d'Etat* » par intérim. **Une première série des violations de la Constitution par ceux-là même qui devraient en être les dépositaires** (une chose que les observateurs politiques qualifient de « **Coup d'Etat Judiciaire** ») sonne pour Madagascar et va devenir à la fois une « règle d'accession » au pouvoir, causes de toutes les crises politiques à venir et une justification systématique de crimes commis par des magistrats. Chose singulière, unique au monde, où la

plus haute instance judiciaire s'approprie, en dehors de tout cadre juridique et constitutionnel, les prérogatives de l'Exécutif.

Avec une spécificité notable: **Elles ont toutes l’empreinte de Norbert Lala Ratsirahonana.**

Nommé Chef d’Etat, sans aucune autre forme de procès, **Norbert Lala Ratsirahonana** tente de calmer la tension politique en amadouant le Parlement revendicatif (*la 3ème République étant soumise à un régime parlementaire*) qui semble se soucier plus de ses privilèges que de l'intérêt du peuple qu'il est censé servir. Une « **haute politique alimentaire** » a été menée, alors, pour permettre à tous les assoiffés de s'abreuver tranquillement et à leur guise.

Le chef d’Etat Norbert Lala Ratsirahonana, outrepassant ses prérogatives en tant que Chef de l’Exécutif et contrôlant ses affidés à la Haute Cour Constitutionnelle achètera à coups de marchandages, de nominations, et de faveurs la fidélité d’une classe politique corrompue et incompétente pour se garantir une paix et stabilité politique, somme toute artificielle et qui ne tardera pas à voler en éclats. Le nouveau gouvernement en profite pour renouer les relations (*gelées à l’époque de Albert Zafy*) entre Madagascar et la communauté internationale. Tout comme D. Ratsiraka avec l’AREMA, **Norbert Lala Ratsirahonana crée son propre parti, AVI** (*Asa Vita no Ifampitsaràna – Jugez nous par nos œuvres, ou encore c’est aux fruits que l’on reconnaît l’arbre*) **dont les responsables ne sont autres que les députés et ses ministres**, avec pour objectif de verrouiller le territoire national dans la perspective des présidentielles de 1996, où il a bien entendu l'intention de se présenter... Contre toute dignité et neutralité due à sa fonction de chef d’une transition, non élu par aucun représentant du Peuple mais nommé, en dehors de toute procédure constitutionnelle, par des magistrats mis au pas.

En effet, normalement dans une période transitoire, celui qui tient la manette du pouvoir ne devrait pas, par simple éthique politique, gage de la préservation de la neutralité des entités organisatrices des élections – *donc ici l’Etat* – se présenter à l’élection pour ne pas se retrouver être juge et partie. Mais Norbert Lala Ratsirahonana n’en a cure : Il se déclare candidat à la présidentielle qu’il est entrain d’organiser.

L’échec électoral :

Son parti AVI pensait avoir des bonnes raisons de gagner cette élection : **d’abord**, il gouverne le pays, donc, il maîtrise toute l’administration et peut jouir de ses moyens pour faire campagne. **Ensuite**, le parti est composé des députés devant représenter un minimum de force politique locale pour peser considérablement au moment des élections présidentielles. **Enfin**, il a tous les financements qui lui sont nécessaires pour mener à bien une campagne digne de ce nom puisqu’il a été soutenu par de nombreuses et richissimes personnes représentants le gotha tananarivien dont un certain industriel nommé Marc Ravalomanana à qui il a fait bénéficier d’une exonération d’impôts sur certains produits d’importations qui se chiffre en millions d’euros (*Nous savons aujourd’hui où va nous conduire cette connivence d’intérêts entre Marc Ravalomanana et Norbert Ratsirahonana*) Mieux, il n’a en face de lui que les deux anciens chefs d’Etat qui, tous les deux, ont été chassés du pouvoir par le peuple malgache. Surtout qu’à Antananarivo, la capitale, réputé être son fief, il jouit d’une notoriété réelle notamment depuis l’évènement douloureux de l’incendie du palais de Manjakamiadana. Sur ce registre là, ses adversaires « côtiers » ne devraient peser que très peu sur l’électorat tananarivien.

Théoriquement, l’AVI de Norbert Lala Ratsirahonana aurait dû gagner haut la main cette élection. Or, la politique n’étant pas une science exacte, il est battu à plate couture par les deux anciens chefs d’Etat sur qui les stratèges de l’AVI n’avaient pas parié au seul Ariary.. Et malgré un score éclatant à Antananarivo, le rejet des régions ne lui donnera pas plus de 5% des voix.

Préparer Marc Ravalomanana au pouvoir :

Au terme d'un second tour de l'élection présidentielle gagné par Didier Ratsiraka, l'AVI de Norbert Lala Ratsirahonana se fait très petit durant tout le mandat de 5 ans de Ratsirakisme (1997-2001).

Sauf que , s'il n'est pas très bavard publiquement, il n'en demeure pas moins qu'il est très actif pour verrouiller la « fratrie » des magistrats, notamment celle concernant la Haute Cour Constitutionnelle, et prépare en coulisse la prochaine élection pour le compte de Marc Ravalomanana, son ancien « *principal financier politique* », et **suivant une méthode simple** : « *conquérir la Mairie de la Capitale d'abord pour mieux s'en servir pour en faire un tremplin pour les prochaines présidentielles* ».

L'AVI de Norbert Lala Ratsirahonana soutenait donc la candidature de Marc Ravalomanana, sans parti politique, à la tête de la Mairie d'Antananarivo, en 1999. Un pari gagné.

En 2001, Norbert Lala Ratsirahonana qui avait déclaré un temps « être candidat » à la présidentielle se désiste en faveur de Marc Ravalomanana. Une coquetterie stratégique immortalisée par une phrase devenue tristement célèbre : « *Je retire ma candidature pour laisser à un membre de mon ethnie, le plus à même de remporter la victoire, la chance d'être élu* ». Un choix **ethniste** dangereusement assumé et qui rend, depuis, tout discours de N. Ratsirahonana perfide voire mensonger quand il s'agit d'évoquer l'unité et la réconciliation nationales...

Le 2ème Coup d'Etat Judiciaire de 2002



"D'abord provoquer une insurrection populaire sanglante et volontairement « **sacrificielle** » dans la Capitale."

Lors de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, Marc Ravalomanana se retrouve alors en ballottage favorable face au président en exercice Didier Ratsiraka, avec 48% des suffrages obtenus. Tout le monde aura compris, lorsque Marc Ravalomanana reniera sa signature devant la communauté internationale en ne respectant pas les accords de Dakar, que la patte du conseiller politique, Norbert Ratsirahonana afin de pousser par tous les moyens à la validation par la HCC de la victoire de son poulain, a encore sévi. Ainsi craignant une défaite possible lors d'un second tour qui s'annonce sans merci **Norbert Lala Ratsirahonana**, stratège en chef de Marc Ravalomanana, **provoque une crise politique meurtrière et criminelle et pousse, une nouvelle fois, ses amis magistrats à valider un « Coup d'Etat Judiciaire » un certain 22 février 2002**. Re-confirmé par une ré investiture de Marc Ravalomanana en tant que président de la République, le 05 juin 2002.

Une fois le « *coup* » accompli, Norbert Lala Ratsirahonana espérait, pour service rendu, être nommé premier ministre. Ce que le nouveau président Marc Ravalomanana (*qui le connaît bien et dont la confiance pour les hommes politiques en général, a fortiori traînant la réputation d'être fourbe, est très limitée*) n'a jamais fait. **Il a été nommé pompeusement « *ambassadeur itinérant* »**, un titre ronflant qui, au fond, n'a aucun pouvoir spécifique. Conscient de son « *élimination lente et savante* » par le nouveau régime de Marc Ravalomanana, l'AVI a commencé à prendre ses distances vis-à-vis du président de la République.

Lors de l'élection présidentielle de 2006, Norbert Lala Ratsirahonana tente de jauger sa capacité électorale et se présente candidat. Il ne récoltera que 4% des voix.

Ce score lui a fait comprendre que lui et son parti AVI n'ont aucun poids politique face au rouleau compresseur qu'est devenue la machine administrative de Marc Ravalomanana.

L'homme mal aimé, devenu revanchard prépare Andry Rajoelina au pouvoir

Blessé, Norbert Lala Ratsirahonana ne s'avoue toujours pas vaincu. En tout cas il sait que le régime de Ravalomanana ne peut pas être combattu par la voie des urnes. Celles-ci étant complètement verrouillées. Il s'allie alors avec certains politiciens (**dont le Leader Fanilo**) pour « préparer » un autre schéma de conquête de pouvoir. **Ils ont déniché la perle rare en la personne d'un certain « Andry Rajoelina » qui remplit toutes les conditions pour le « job ».**



"Ensuite, tenter de valider ces barbaries et immoralités par des autorités judiciaires « amis » pour produire « une nouvelle légalité » cautionnant le nouveau pouvoir qui en sera issu."

Le schéma est quasiment identique à celui utilisé pour « fabriquer » Marc Ravalomanana en 1999. Le concepteur en est d'ailleurs le même, alors le résultat ne saurait être différent : *gagner d'abord la Mairie de la Capitale et, ensuite, s'en servir comme tremplin pour viser plus tard la présidentielle.*

Surtout que le régime de Marc Ravalomanana devenu de plus en plus dictatorial n'a eu de cesse de commettre des séries d'erreurs savamment exploitées par ses adversaires dont Norbert Lala Ratsirahonana.

Lors de l'élection communale du 12 décembre 2007, le mythe de l'invincibilité longtemps usurpée et de la fausse légitimité populaire de Marc Ravalomanana tombe comme un château de carte. Le candidat Andry Rajoelina gagne haut la main la mairie d'Antananarivo.

En 2009, le mouvement Orange a été activé après que l'AVI et Andry Rajoelina ont su et pu convaincre l'ensemble des partis et formations politiques existants à Madagascar à fédérer leurs forces en vue de chasser le régime de Marc Ravalomanana. Le tout a été mis sur le compte d'une volonté de réinstaurer la démocratie à Madagascar.

La revanche sur Ravalomanana : le 3ème Coup d'Etat Judiciaro-militaire

Si Marc Ravalomanana a fini par fuir le pays et laisser le pouvoir à Andry Rajoelina, il n'en demeure pas moins que tout ce qui a été décidé ensemble avec les partis politiques n'a pas été respecté par Norbert Lala Ratsirahonana lui-même.

Le soir du 17 mars 2009, lorsque les militaires sous influence de Didier Ratsiraka et Monja Roindefo ou encore par certains leaders politiques en exil (sans lesquels le régime de Ravalomanana ne serait jamais tombé), ont fini, par convaincre le comité militaire (composé d'une poignée d'officiers généraux, à qui Marc Ravalomanana avait confié le pouvoir avant de s'enfuir), de confier, à son tour, le pouvoir à Andry Rajoelina, **Norbert Lala Ratsirahonana**, s'impose comme le maître d'œuvre, **rédigeant lui-même l'ordonnance de transfert de pouvoir à Andry Rajoelina et transformant le « coup de force militaire » en « coup d'Etat » à travers la validation dudit coup de force par une autorité de justice incarnée, pour la circonstance, par la HCC.** Le 3ème, alors, dans le genre et le 3ème à mettre à l'actif de Norbert Lala Ratsirahonana. La signification de son parti AVI (*L'arbre se reconnaît à ses fruits*) porte étrangement bien son nom.

La HCC « légalise », les yeux fermés, le coup d'Etat et Andry Rajoelina devient président de la République de Madagascar et sanctionné par un rite solennel d'une investiture organisée le 20 mars 2009 sans que celui-ci n'ait pu justifier une moindre once d'onction populaire devant autoriser une opération d'une telle solennité. Norbert Lala Ratsirahonana se frotte les mains. Andry Rajoelina (*par incompétence, par imprudence, par naïveté, par orgueil ?*) ne mesure pas, à ce moment là, la portée de cet acte, anti constitutionnel, qui va le plonger à travers la main férue de Norbert Ratsirahonana (qui le tient par la corde de ses arguties judiciaires et le manipule à souhait) dans une série d'égarements juridiques dont désormais il sera seul responsable devant la Loi, la Morale, l'Éthique Républicaine.

L'élimination de Monja Roindefo par l'application de l'Accord de Maputo

Conscient encore de sa force politique assez balbutiante face à la force du fusil incarnée par le premier ministre d'Andry Rajoelina, **Monja Roindefo** qui conserve une certaine influence auprès des militaires, Norbert Lala Ratsirahonana accepte que la HCC approuve le maintien du tandem (*fruit du schéma insurrectionnel*) : *Andry Rajoelina (président de la république) – Monja Roindefo (premier ministre).* **Toutefois, il n'a jamais perdu de vue son principal objectif : faire d'Andry Rajoelina « son » président.**

Toutefois, **Norbert Lala Ratsirahonana cherche d'abord à éliminer Monja Roindefo** dont les ambitions présidentielles se révèlent grandissantes chaque jour qui passe (*ne dit on pas que l'appétit vient en mangeant ?*), et ne rate aucune occasion pour le faire savoir. **Norbert Lala Ratsirahonana initie et organise une rencontre secrète** à Rueil Malmaison en France à l'issue de laquelle un Accord prétendument secret dit « **Convention d'Epinal** » est conçu et dans lequel est souligné que Monja Roindefo ne sera plus premier ministre. La démarche consiste simplement à briser le couple Andry/Roindefo. Norbert Lala Ratsirahonana a volontairement dévoilé ledit accord publiquement (par voie de presse) afin de susciter justement un conflit à la tête de l'Etat qui, selon ses calculs, finira par pousser Andry Rajoelina à se séparer de son premier ministre. Ce qui n'a pas marché.



" Pesant le pour et le contre, Norbert Lala Ratsirahonana a fini par conclure qu'il a plus à gagner en éliminant coûte que coûte Monja Roindefo. La crédibilité et la dignité de Andry Rajoelina sont mises sur la balance et sont sacrifiées."

C'est l'Accord de Maputo qui va lui donner l'occasion rêvée. La communauté internationale a concocté l'Accord de Maputo dans l'espoir de régler la crise politique qui sévit à Madagascar. Cet accord prévoit la répartition des postes ministériels mais surtout « *le remplacement* » du premier ministre désigné unilatéralement par Andry Rajoelina par une personne dite de consensus, c'est-à-dire une personne qui aura l'onction des 4 mouvances politiques que la communauté internationale avait (arbitrairement) choisies comme étant les entités suffisamment représentatives des forces politiques à Madagascar et, donc, censées être capables de régler la crise.

Norbert Lala Ratsirahonana saute sur l'occasion pour donner un coup de grâce à Monja Roindefo. **Cependant il y a un hic** : l'approche risque de discréditer Andry Rajoelina auprès de l'opinion puisqu'il s'agirait de « renier sa signature », de surcroît dans le concert des Nations.

Pesant le pour et le contre, Norbert Lala Ratsirahonana a fini par conclure qu'il a plus à gagner en éliminant coûte que coûte Monja Roindefo. La crédibilité et la dignité de Andry Rajoelina sont mises sur la balance et sont sacrifiées. Après tout, il n'en est pas à son premier coup d'essai puisque Marc Ravalomanana a, sans s'en rendre compte, subi le même affront, avec le reniement des accords de Dakar. Pour Norbert Lala Ratsirahonana, l'important est d'arriver au résultat escompté sans que sa propre signature et donc son honneur ne soit mis en première ligne. Des girouettes, manipulables à souhait du fait de leur méconnaissance profonde des affaires publiques et de la Loi comme Marc Ravalomanana (*avant son accession à la présidence, après cela sera une autre histoire*) et Andry Rajoelina lui servent de prétexte pour arriver à ses fins, quel que soit le prix.

Le procédé est, ici encore, très simple: Laisser Andry Rajoelina signer l'accord de Maputo pour qu'il puisse abroger la nomination de Monja Roindefo. Une fois l'acte consommé (donc Monja Roindefo écarté), Il reniera et l'accord et sa signature. Profitant alors de la cacophonie et le temps imparti laissé à la Communauté internationale d'apprécier l'affront, il se précipite de nommer (contre l'avis de tous) un autre premier ministre pour valider le coup. **Pour que la manœuvre réussisse**, le nouveau premier ministre doit être une sorte « d'antidote » pour ne pas créer une nouvelle crise qui puisse emporter Andry Rajoelina, son régime et Norbert Lala Ratsirahonana avec. Le casting doit alors être pointilleux : il fallait un « *natif de Tuléar* » (comme Monja Roindefo), « *un élément de l'Armée* » (pour atténuer l'influence de Monja Roindefo au sein de l'Armée) et surtout « *un homme proche de la France* » (un « extra » que Monja Roindefo n'a pas). La boucle est bouclée. Norbert Lala Ratsirahonana peut jubiler. Les meubles sont saufs.

L'accident de parcours : la déclaration de non candidature d'Andry Rajoelina

Cependant, un autre évènement survient pour contrecarrer le plan de l'AVI de Ratsirahonana : La prise de conscience de la France (jusque là le meilleur allié de Andry Rajoelina) que celui-ci est de mauvaise foi, est incompetent pour résoudre la crise par le haut (càd les honneurs et la dignité avec le moins de dégâts possibles pour l'image de la France à Madagascar) et cherche par tous les moyens à rester au pouvoir. Implicitement, la France met la pression sur Andry Rajoelina pour que celui-ci change d'attitude et fasse une déclaration de « non candidature ». Le but étant de desserrer les pressions internationales devenant de plus en plus fortes qui pèsent sur le nouveau régime et appauvrissant davantage le pays.

Voulant coûte que coûte bénéficier de la reconnaissance internationale qui tarde à venir, Andry Rajoelina pense qu'en acceptant la proposition française, son régime finira par être reconnu et qu'il pourra, dans ce cas, jouir des mannes financières devant accompagner cette reconnaissance.

Sans avoir informé son conseiller occulte (Norbert Lala Ratsirahonana) de son intention, Andry Rajoelina déclare en mois d'avril 2010 qu'il ne sera pas candidat à la prochaine présidentielle. Mis devant le fait accompli, Norbert Lala Ratsirahonana ne peut avaler une « grenouille » de cette taille là : « un Andry Rajoelina non-candidat ». Car cela équivaldrait à dynamiter le plan sur lequel il a fondé tout son espoir, et à bâtir une autre stratégie afin de rester le dirigeant occulte du pays, chose devenue improbable vu la complexité des alliances et intérêts en jeu, complexité devenue croissante au fil de la durée de cette crise. Et les manipulations et autres fourberies de Norbert Ratsirahonana ont créé beaucoup d'inimités au sein même du pouvoir transitoire, surtout dans le camp des vrais républicains et démocrates qui s'étaient battus contre Marc Ravalomanana dans l'espoir que les libertés fondamentales d'une démocratie soient respectées et que les pratiques politiques détestables d'un autre âge changent. Or apparemment ceux-ci n'avaient pas prévu que le représentant de ces mêmes pratiques trouveraient le moyen d'être encore à tête de l'Etat, veillant jalousement sur son poulain.



" Un fossoyeur en chef de la République choisi et amène toujours à la tête de l'Etat des hommes dont l'Ethique personnelle et publique, l'orgueil, l'incompétence, et le manque de hauteur, de vision, de sens de l'Histoire, conduisent à l'ouverture des fractures béantes dans le corps, politique, social et économique du pays. "

D'autant plus qu'il sait pertinemment que ce n'est pas cette déclaration de non candidature qui va adoucir la position de la communauté internationale vis-à-vis de son régime, les scandales politico-économiques et environnementaux de la période transitoire ainsi que les reniements incessants Andry Rajoelina ayant durablement affecté l'image de ce dernier et annihilé toute possibilité de reconnaissance et de respect de la part de la communauté internationale.

Aussi, **Ratsirahonana se met en tête de couper définitivement le pont avec la communauté internationale et pousse Andry Rajoelina à faire un forcing unilatéraliste pour mener la barque de la Transition à bon port où il sera consacré président de la République.** Une approche prétendument « **malgacho-malgache** », a été alors étudiée et que celui-ci prend à cœur de mener à terme.

Sauf que à l'instar de tous les autres partis politiques, la communauté internationale ainsi que l'organisation de la société civile, tout le monde a compris les manœuvres menées par Norbert Lala Ratsirahonana pour tromper le monde.

L'impasse et le changement de nom du Parti

Norbert Lala Ratsirahonana, se retrouve, actuellement, confronté davantage à une impasse politique qui empêche le pays d'avancer. Il cherche tous les moyens pour justifier la tentative de confiscation de pouvoir auquel il s'adonne depuis 2009 ; **il se heurte à une résistance qu'il n'a pas du tout prévu menée par la communauté internationale et par une partie de la société civile.** Pire, n'ayant toujours pas maîtrisé le corps de l'Armée, une épée de Damoclès demeure alors suspendu au dessus de sa tête en sachant qu'à la moindre erreur, celle-ci finira par lui tomber dessus.

Conscient de la difficulté dans laquelle il se trouve, l'obligeant souvent à survivre politiquement, du moins pour échapper à un éventuel retour de bâton, Norbert Lala Ratsirahonana s'active pour reprendre la main (mais jusqu'à ce jour en vain) et semble ne compter finalement que sur le facteur « temps » pour espérer un lendemain qui chante. Son prochain combat consiste donc à éliminer par tous les moyens possibles les adversaires politiques les plus dangereux, en particulier *Pierrot Rajoanarivelo*, en téléguidant, et ce parfois par des prétextes fallacieux, les blocages sur l'amnistie politique, et ce, dans un seul but : permettre de créer les conditions nécessaires au futur reniement de parole de Andry Rajoelina, le « forçant » à se présenter à une élection présidentielle sans adversaire de taille, sans enjeu, bref, fade.

Un signe cependant qui ne trompe pas et qui suscite des interrogations: il a compris qu'au vu des nombreux actes et manœuvres en tout genre peu glorieux qui traînent à ses pattes, **le nom de son parti est devenu, d'un coup, trop lourd à porter et difficilement à assumer.**

Le « *C'est aux fruits que l'on reconnaît l'arbre* » (Asa vita no Ifampitsarana) qu'il s'est donné comme nom initialement, **a été récemment « remplacé » dare-dare par un « Au plus près possible du peuple »** (Ankaikin'ny vahoaka Indrindra). Un changement qui fait au mieux sourire la classe politique malgache et les électeurs mais qui a, au moins, le mérite d'assumer clairement la perte de crédibilité d'un parti et **d'un homme qui ont fait de leur spécialité et leurs fonds de commerce une forme « d'accession au pouvoir » violente et cynique** et qui consiste à : **d'abord provoquer une insurrection populaire sanglante et volontairement « sacrificielle » dans la Capitale , et ensuite, tenter de valider ces barbaries et immoralités par des autorités judiciaires « amis » pour produire « une nouvelle légalité » cautionnant le nouveau pouvoir qui en sera issu.**

En deux décennies, Norbert Ratsirahonana aura donc réussi le tour de force d'avoir été au service de tous les dirigeants de ce pays pour ensuite les trahir.

En :

- **créant**, de son gré et par les pouvoirs qu'il aura usurpés en 1995 en tant que chef de la transition, les conditions de l'ascension économique et politique de Marc Ravalomanana (les exonérations d'impôt des Tiko) ;

- **créant** les conditions des crises successives de gouvernance par une manipulation sans limite et sans vergogne de l'appareil judiciaire et notamment de ses plus grandes institutions (la HCC , le Conseil d'Etat, etc...), se faisant par là **le fossoyeur en chef de la République; choisissant et amenant à la tête de l'Etat des hommes dont l'Ethique personnelle et publique, l'orgueil, parfois l'incompétence, et le**

manque de hauteur, de vision, de sens de l'Histoire, le tout teinté d'un penchant ethniciste dangereux, conduisant à l'ouverture des fractures béantes dans le corps, politique, social et économique du pays ;



"Après 3 Coups d'Etat judiciaires à son actif grâce à la complicité directe d'une fratrie des magistrats, Norbert Ratsirahonana continue de bénéficier d'une impunité totale depuis 20 ans."

Norbert Ratsirahonana aura directement participé et à l'abaissement significative et constante de l'appareil judiciaire et à la désacralisation de l'Etat et de la fonction présidentielle, *jusqu'à devenir*, du point de vue de la classe politique entière, des observateurs de la vie publique et de la société civile, **LE problème de Madagascar**.

Agissant toujours en coulisses, évitant le plus possible les caméras et les projecteurs et après 3 Coups d'Etat judiciaires à son actif menés d'une main de maître grâce à la complicité directe d'une fratrie des magistrats, Norbert Ratsirahonana continue de bénéficier d'une impunité totale depuis 20 ans, pendant que ces poulains successifs rendent (et vont probablement devoir rendre) des comptes à la justice de leur pays.

Le temps n'est il pas venu qu'il rende aussi des comptes au Peuple Malgache ?

Source : http://www.journal-le-democrate.com/index.php?option=com_content&view=article&id=36:norbert-lala-ratsirahonana-le-probleme-de-madagascar-&catid=1:actualites